L'ABEILLE.

JOURNAL DU SOIR, PUBLIÉ TOUS LES JOURS, PAR JEROME BAYON.

GAZETTE OFFICIELLE DE LA VILLE ET DE L'ETAT

"Il faut que l'UNION soit conservée."

JEUDI MATIN, 16 JUILLET 1835.

INTERIEUR.

Nouvelle-Orléans, 16 juillet.

Le paquebot Philadelphie, cap. Morgan parti de Portsmouth le 1er juillet a parté des feuilles de Londres en date du 30 juin au soir. Nous avons reçu des journaux de New-York du 1er juillet. Ces arrivages ne font que confirmer les nouvelles que nous avions déjà reçues.

Les résolutions adoptées par l'assemblée tenue hier soir à l'Arcade de Banks, nous sont parvenues trop tard pour pouvoir être publiées. Nous avions cependant déjà donné un sommaire que l'on trouvera ci-après.

L'assemblée tenue à l'arcade de Banks, hier soir, a eu pour resultat d'adopter des résolutions en vertu desquelles toutes mesures sévères qui pourraient être employées par les citoyens envers les individus signalés à la police et qui sont attendus de Natchez, devront être rejetées. Les lois existantes étant par elles mêmes assez strictes et assez positives à ce sujet.

Dans la situation actuelle des choses, nous croyons devoir engager le brigadier général à convoquer les officiers de la Légion, dans le plus bref délai possible, à l'effet de prendre des mesures, propres à réorganiser entièrement le corps que l'on peut appeler à juste raison, la seule sauvegarde de la Nouvelle-Orléans. Nous sommes disposés à recevoir et à publier toutes communications qui pourraient nous être présentées à ce sujet.

De faux bruits se sont répandus hier que plusieurs chasseurs étaient arrivés de Natchez et que la police avait arrêté et conduit pardevant le maire tous les individus qui se trouvaient à bord. Nous savons d'une manière positive que rien de cela n'a eu lieu. La police a cru devoir arrêter trois femmes qui sont venues par un bateau à vapeur, et qui ont donné lieu à quelques soupçons sur leur compte. Mais après un court examen, elles ont été reconnues innocentes et mises de suite en liberté.

Un certain nègre se disant appartenir à M. Bouligny a été arrêté hier soir à bord du "petit Watchman" au moment où ce bateau se disposait à partir pour son trajet ordinaire. D'après les rapports qui nous ont été donnés à ce sujet, il paraîtrait que ce nègre avait été embauché par un de ces *oiseaux* de la bande de ceux que nous attendons de Natchez. Le nègre a déclaré que depuis quelque tems cet individu s'était insinué auprès de lui et avait su mériter son amitié: qu'il partageait avec lui ses cartes et l'argent qu'il avait, et que le *sudit ami*, avait réussi à lui persuader qu'il devait s'enfuir de chez son maître.

Nous savons que ces deux individus ont été arrêtés et sont en prison. Nous quittons en ce moment la prison pour aller tâcher d'obtenir des renseignements à ce sujet.

P. S. Nous nous sommes rendu au principal et nous avons appris que le rapport ci-dessus était véritable. Les deux individus y mentionnés sont en prison et doivent être examinés aujourd'hui.

Il paraîtrait que nombre de concurrens se présenteront pour briguer les suffrages du peuple à la prochaine élection de gouverneur de l'état de la Louisiane: parmi les candidats jusqu'à présent connus on cite MM. Mouton, des Attakapas W. Christy et R. D. Pritchard, ces deux derniers de la Nlle-Orléans, nous n'avons pas entendu dire qu'aucun de ces MM. ait mis qu'il fut réellement candidat à cette place.

Nous nous abstenons de faire aucune observation à ce sujet, car nous croyons sincèrement, qu'à l'exception, peut-être de Mr Mouton, les deux autres n'ont jamais songé à cette prétendue candidature.

La saison des mortes affaires va bientôt arriver. La rade se dégarnit journellement, et sous peu nous n'aurons que quelques goélettes dans notre port. La recolte de coton de l'année dernière est, pour ainsidire, totalement accaparée par les speculateurs et envoyée à l'étranger. Notre commerce avec les Etats de l'Ouest se soutient cependant et semble jusqu'ici seul contre cette stagnation presque générale. Les prix courans que nous publions régulièrement et qui constatent d'une maniere précise la petite quantité de ventes faites n'existeraient nous ont avancer avec assurance que d'ici à un mois tout autour de la Nouvelle-Orléans de bruyante, animée et peuplée qu'elle était, n'offrira plus alors que le tableau d'une ville deserte.

Les emigrations vont en augmentant de jour en jour; aucun soit le cours du torrent qui l'entraîne: notre population s'éloigne avec empressement et se disperse sur tous les points. *Mansteville, Madisonville, Lewisburgh* et *Covington* paraissent être le rendez-vous general d'une grande partie de nos concitoyens; la *Baie St. Louis. la Passe Chrétienne, Beloxi* et *Pascagoula*, cités par les enthousiastes comme des paradis terrestres voient affluer sur leurs rivages quantité de gens qui vont y chercher, durant la saison des fortes chaleurs et surtout des malades, une retraite agréable, des plaisirs et des délassemens qu'ils ne sauraient trouver ici pendant les trois éternels mois qui vont bientôt commencer.

Les habitans de la Nouvelle Orléans pourraient-ils devenir des endroits plus délicieux pour leur pélerinage annuel? existerait-il des campagnes quelque pittoresque, quelque voluptueuses quelque riantes qu'elles fussent qui pourraient obtenir la préference sur les rivages de la mer! Quels murmures de ruisseaux, quels concerts mélodieux de tous les oiseaux réunis dans les bosquets d'Ilaville pourraient jamais procurer à l'ame les jouissances que lui font éprouver ces magnificences d'une mer agitée qui vient se briser et mourir sur la plage où nous aimons venir méditer! Quelle harmonie plus grandiose qu'elle des vents lorsque, déchaînés contre les flots, ils soulèvent sans peine la vague écumante pour la précipiter ensuite avec fracas sur la vague qui fuit? Quel plus beau spectacle enfin que celui de cette vaste mer qui semble se perdre dans un lointain immense et vouloir se confondre avec l'eternité dont elle même est la vivante image!

Malheur au cœur froid et stérile sur lequel le spectacle de cette immensité n'a jamais produit de grandes, d'indicibles émotions! Malheur à celui qui n'a jamais senti son imagination s'agrandir, sa verve s'enflammer, son ame s'ennoblir, à la vue du plus sublime ouvrage de la creation! Paris et toutes ses délices, Londres et ses merveilles, et toutes ces grandes capitales que les hommes avides de bonheur ou plutôt de fugitives jouissances, ont designés comme lieux de rendez vous général, n'auront jamais pour nous les charmes que nous offre le simple village de Beloxi, ou celui de *Choucoupoulou*. Quand pour nous, débarrassé du fardeau de nos occupations journalières, aller respirer l'air pur de ces vieilles plaines contemporaines des siècles les plus reculés? Quand pour nous, habillé de notre pantalon *de rigueur* de coton-made, la fine *varenne* de ginga sur le dos, sans oublier l'élegant chapeau de paille et la paire de souliers sauvages, portant sur nos épaules l'epervier qui doit nous procurer un déjeuner copieux et succulent, aller livrer la guerre au *grognard* bruyant, à la *truite* légère, au *mulet* toujours inutillant qui, pour échapper à la poursuite du vorace *poisson-rouge* son ennemi le plus acharné, vient, de lui-même, se jeter dans nos filets; ou bien, pour varier nos plaisirs, laissant l'epervier pour le fusil de chasse, decancer l'ame et nous rendre à la *Pointe à Cadet*, pour y attendre le moment de la passée des *cap-cape* et des *grosses*. Quand pourrons nous!.... mais il faut se taire et espérer avec confiance qu'avant peu nous irons revoir des lieux si chers à notre cœur. Et si jamais une honnête aisance nous permettait de nous choisir une retraite à la fois tranquille et agréable, Beloxi aura toujours notre premier souvenir.

Le journal de Louisville [Ky.] dit: "Nous espérons que le correspondant de l'Advertiser. B. a fini d'écrire sur le colonel Johnson. Quoi donc! parce que le colonel a tué Tecumseh, s'en suit-il qu'il doive être assassiné par M. B."

Les livres de souscription au fonds capital de la Compagnie du chemin à embranchemens d'Athabafalaya sont ouverts de nouveau, et prêts à recevoir d'autres signatures. Dix milles de ce chemin ont été déjà mesurés et choisis sur un terrain convenable. La charte de cette compagnie est claire, les droits qu'elle confère sont pleinement garantis, le plan d'une exécution certaine; enfin cette spéculation offre toutes sortes de sécurités quant aux profits à faire.

Des troubles sérieux ont eu lieu à New-York le 21 juin dernier entre les Irlandais et les Américains. Une bataille s'est engagée entre eux; elle ne cessa que lorsque le maire fut arrivé et eût interposé son autorité. Il paraîtrait que cette querelle existait depuis plusieurs jours et que quelques gens mal intentionnés employaient tous les moyens possibles pour exciter des deux partis l'un contre l'autre. Cette rixe a occasionné la mort du Dr. McCoffrey, qui se trouvait près du lieu du combat, remplissant envers quelques pauvres de ce quartier les devoirs de sa profession. Il a été brutalement assailli et massacré. Le malheureux docteur laisse une veuve et 8 enfans.

Le maire de New York a lancé à ce sujet une proclamation, par laquelle il offre une récompense de mille piastres à celui qui fera connaître les auteurs de ces troubles, et faisant également un appel à tous les bons citoyens et aux officiers publics pour qu'ils lui prêtent leur appui afin de prévenir désormais de semblables désordres.

Le "Globe" de Washington, du 2 juillet, publie par ordre du président des Etats-Unis la dernière lettre de M. Livingston à M. de Bruslé.

Cet ambassadeur résigna dans ce document toute sa correspondance officielle avec le cabinet français. Il répète que le gouvernement des Etats-Unis n'a pas donné le moindre sujet de plainte à celui de France; qu'en réfléchissant bien à la nature du gouvernement américain et aux devoirs que la constitution impose à son premier magistrat, on reconnaîtra que le message qui a été trouvé si offensant n'est pas un acte du gouvernement, mais une simple communication d'un pouvoir à un autre; que pour ce point de vue, le seul sous lequel on doive envisager la question, les Etats-Unis ne peuvent pas permettre à leur président de donner des explications à une puissance étrangère; que si de pareilles réclamations étaient une fois admises en principe le président, dans toutes ses relations soit avec le Congrès, soit avec le peuple devrait, au préalable, soumettre à l'approbation des ministres étrangers qui se trouvent à Washington tout ce qui, dans ses messages, aurait trait à la politique étrangère; que le peuple qui se soumettrait à une pareille censure subirait forfait à l'honneur et renoncé à son indépendance nationale; que déjà, en 1808, pour obtenir la révocation des ordres en conseil et des décrets de Berlin et de Milan le gouvernement américain avait adopté des mesures bien autrement décisives contre les deux plus puissantes nations du monde qui, cependant, ne avaient pas vu d'offense, et que, certes, l'Empereur Napoléon n'était pas homme à laisser porter atteinte à la dignité et à l'honneur français; et qu'en définitive toutes explications ultérieures étaient superflues puisque lui même en avait déjà donné de satisfaisantes dans sa lettre à M. de Rigny, du 29 janvier dernier.

Louis Philippe paraît vouloir se concilier les bonnes grâces de la population Lyonnaise. Les 500,000 francs qu'il avait destinés à l'achat des trois tableaux du maréchal Soult, ont été envoyés à Lyon pour y payer divers produits des manufactures de cette ville qui seront employés à l'ameublement du château.

Bonne justice. Un de ces prédicateurs ambulants, de ces incendiaires que les Etats du Nord répandent dans les Etats du Sud, se trouvant dans le comté de Burke, en Georgie, réunit autour de lui un nombreux auditoire de nègres auxquels il débitait de longues phrases lorsque plusieurs économes d'habitation, venant à passer, firent en un clin d'oeil disparaître toute la congrégation: mais le révérend docteur, fut arrêté, garroté et flagellé de main de maître, puis congédié avec tous les honneurs de la guerre.—Bon exemple à suivre.

PARIS, 28 Mai.

La question de l'intervention française en Espagne pourrait bien amener un changement dans le ministère. Dans un conseil d'à présent, récemment assemblé pour délibérer sur cette mesure, MM. Guizot et Thiers; se seraient, dit-on, déclaré en faveur, tandis que de ministre de la guerre, le maréchal Maison, et le ministre des finances, Mr Humann, s'y sont vivement opposés. Il est fort probable que l'adoption pour ou contre causera la retraite de cette partie du ministère qui échouera. Si Mr Humann se retire, on présume que Mr Duchatel lui succédera, et que Mr Duviergier de Hauranne remplacera ce dernier au département du commerce.

Il ne peut y avoir de doute que le cabinet de Madrid ait reçu une demande formelle au gouvernement français pour l'intervention d'une armée française sur la Péninsule, comme le seul moyen qu'on pouvoir de faire mettre en quadruple traité à exécution. Une lettre de Madrid sous la date du 20, entre dans quelques détails circonstanciés des raisons qui ont engagé à faire cette demande, il dit que le gouvernement de la Reine régente a demandé que l'on fît immédiatement marcher 50,000 hommes en Espagne. Hier soir il y a eu un conseil des ministres aux Tuileries pour prendre ce sujet en considération. L'on dit que le roi est opposé à la mesure, et si cette supposition est vraie, on peut s'attendre à chaque l'intervention, n'ait pas lieu.

—Il existe à Paris une belle collection manuscrite de 213 cartes, plans et positions de la guerre de sept ans dressées par l'état major du grand Frédéric et pour son usage. La destinée de cette belle et précieuse collection est singulière. Elle fut prise dans l'un des palais du roi de Prusse à l'époque de l'une des campagnes de l'armée française dans ce pays sous l'Empire. Apportée en France par un officier d'état major qui quitta le service en 1814 et se retira dans un village où il mourut il y a quelque temps, elle fut mise en vente avec les meubles du défunt, et faute d'amateurs en état d'apprécier un pareil trésor, donnée, le croirait-on, pour la somme de *cinq francs*. Il faut espérer que le dépôt de la guerre sous la direction de M. le général Pelet, ne la laissera pas retourner en Prusse.

—On nous communique les détails suivans sur un événement qui présente des circonstances assez extraordinaires.

Un canot de pêcheurs de l'Ile-d'Escaing, monté par quatre hommes, s'était mis en mer pour une pêche à la ligne. Un orage s'éleva tout à coup, et la fâble embarcation trop faible pour lutter contre les vagues qui la poussaient au large, fut obligée de se laisser emporter loin du rivage. Très peu de provisions avaient été mises dans la barque. Cependant un baril d'eau douce offrait aux quatre malheureux une précieuse ressource; mais le second jour ils furent obligés de le défoncer et de s'en servir pour vider l'eau qui, à chaque instant, entrait dans le canot, et menaçait de l'engloutir.

Ce supplice, cette agonie dans neuf jours. Le cinquième, un des quatre marins, enfant de treize ans, succomba. Son corps fut conservé. Le vent ne cessait pas. Les survivans ne savaient quelle direction suivait leur barque. Enfin, le 23 avril, un bateau de la Teste l'aperçut, se dirigea vers elle, et put la remorquer jusqu'à la Teste.

Là, deux pêcheurs qui conservaient à peine quelques signes de vie, ont succombé à leurs souffrances. Le quatrième paraît avoir été préservé de la soif par une chique de tabac, et a été promptement remis.

Les forces effectives de l'Angleterre, jusqu'au 31 mars 1836 s'élèveront à 6,013 chevaux; 10,917 officiers et sous officiers et en congé, 78,038 hommes; en totalité 88,955 hommes, sans compter les forces employées aux Indes: la dépense totale pour l'entretien de ces forces est de 3,344,905 livres sterling.

Lord Elliot est arrivé à Londres venant de remplir un mission spéciale auprès des deux armées qui s'entre-déchirent en Espagne.

—Le *Mémorial des Pyrenées*, journal parfaitement bien informé, manifeste des craintes sur la nature de la mission dont lord Elliot a été chargé. Les faits qu'il signale sont graves et méritent une sérieuse attention:

"Nous avions annoncé, il y a quelque temps, dit-il, que la mission de lord Elliot avait tout à la fois un objet apparent et un objet mystérieux. Il s'agit extérieurement de donner à la guerre civile un caractère moins cruel; mais en réalité, l'ambassadeur anglais portait au prétendant des conseils et quelques espérances. Notre gouvernement n'a pas prévu que ce diplomate qu'il accréditait aussi allait remplir deux rôles à la fois; mais ceux qui connaissent l'intimité qui a régné entre lord Elliot et don Carlos, ceux qui ont été en quelque sorte témoins de l'effusion qui a régné dans leurs conférences, n'ont aucun doute à cet égard; c'est des personnes les mieux informées que nous tenons ces détails. Voici ceux que nous avons recueillis sur les faits qui ont suivi l'arrivée de lord Elliot:

"Le jour de Pâques, le prétendant se rendit à Segura, où il trouva l'envoyé anglais et sa suite. Mardi dernier don Carlos donna un grand repas à lord Elliot. Quatre bataillons carlistes défilèrent, et lord Elliot admira la bonne tenue et l'air martial de ces troupes, malgré le mauvais état de leur habillement. Le général Eraso et les autres chefs de l'armée carliste dînèrent mercredi avec l'envoyé, qui, le lendemain, partit pour Alsasua, pour delà se rendre à Pampelune. Il a emporté un cartel signé de Zumalacarregny, et dont les dispositions ont pour objet de mettre un terme aux fureurs qui ensanglantent la guerre. Mais il y a auparavant une question de forme à faire décider. Don Carlos ne veut pas, et n'est une condition, sine qua non, que la convention soit faite au nom d'Isabelle II; comme les christinos se rendront par une porte qu'elle doute qu'elle soit écrite au nom de Charles V. On a donc proposé que ces stipulations soient échangées entre membres généraux commandant les troupes, et les signatures seront appendues à gauche et à droite du cartel fait en double. Cet ordre, dans l'opposition des signatures, est prescrit comme une formalité substantielle afin de ne pas faire sur la moindre supposition d'intégrité entre les signataires. Voilà donc Zumalacarregny traitant d'égal à égal avec les généraux de la reine; voilà don Carlos traitant presque des conditions, et quoiqu'il en soit, dans une position aussi digne pour que les nations les plus puissantes de l'Europe croient devoir être médiatrices dans sa querelle. Quel changement en quelques mois!

En vérité, les amis du prétendant n'ont éprouvé en Angleterre ni obstacle ni difficulté pour envoyer aux défenseurs de la cause carliste de l'argent, des munitions et des armes. Tous ces envois ont été faits sous les yeux du ministère whig, qui n'a jamais cherché à les arrêter ni à les prévenir. Il a laissé faire. Qu'aurait pu de plus un ami pour un prince dont le succès est aussi douteux?

Nous offrons à nos lecteurs le document suivant que nous avons extrait des mémoires de Louis XVIII, il prouve l'esprit qui anime le corps épiscopal à l'époque où le peuple français voulait une constitution qui lui garantit tous ses droits politiques. Louis XVIII, alors régent donnait à entendre qu'il succéderait à ce vœu de la nation. C'est ce qui donna lieu à cette singulière proclamation signé par soixante trois archevêques et archevêques du royaume, alors fugitifs comme le comte de Provence lui même.

"Monseigneur,

"Les évêques et archevêques de France, unis de sentimens et d'un même esprit, croient devoir, après avoir invoqué le Paraclet, dont les lumières ne sont jamais trompeuses, mettre à vos pieds, en votre qualité de premier prince du sang français et de régent du royaume pendant la minorité et la captivité de S. M. Louis XVII, roi de France et de Navarre, votre neveu, leurs craintes inspirées par les nouveautés dont on veut propager la conspiration. Il s'agit, monseigneur, d'un plan que l'on dit exister dans le but d'enlever au royaume de France l'antique constitution qui le régit depuis tant de siècles, pour lui en substituer une toute de circonstance, empreinte de haine de la religion et de la royauté.

"Le corps des évêques et archevêques de France est convaincu de la fausseté, en tout ou moins l'exagération de ce projet. Il ne doute point que la piété éclairée de monseigneur le régent et son respect pour les lois et institutions également existantes ne le portent à rejeter bien loin toute proposition coupable qui lui serait faite à cet égard, et ne se maintiennent dans la ligne que lui trace tout ce qu'il y a de plus sacré.

"Le régent est d'ailleurs trop bien instruit de tout ce qui touche au fait de la constitution du royaume, appuyée d'abord sur la loi salique et sur les ordonnances de nos rois, et la pratique tant écrite qu'observée dans ses traditions, pour aider à porter une main sacrilège sur un édifice qui, élevé du consentement réciproque et libre de diverses classes de la nation, ne peut être renversé que de l'accord unanime de ces mêmes classes et ordres.

"Monseigneur régénérateur est aussi que, quelle que soit l'étendue de son pouvoir, ce pouvoir a des bornes, et que dans le cas où, conduit par le désir louable sans doute de ramener les esprits en faisant des concessions immenses, il sodéciderait à consentir aux exigences des mal intentionnés, il serait arrêté par la loi fondamentale du royaume, à laquelle il ne toucherait qu'au détriment de sa propre maison.

"Monseigneur le régent sait enfin que cette loi fondamentale assure à la royauté, d'une part, et à la nation française, de la sorte, une existence fondée sur une liberté sagement réglée; que si la première ne relève pas de Dieu dans son exercice, elle est, immédiatement après lui, la seconde, formée par un pacte qui remonte à Clovis son fondateur; que ce pacte consiste principalement en une pondération bien balancée, en une division de tout le peuple en trois ordres, aussi ancienne que la royauté dont ils sont la base indestructible; que chacun de ces ordres a obtenu du consentement volontaire des deux autres et de la royauté, des concessions, des privilèges, des avantages qu'aucune puissance humaine ne peut lui enlever, et auxquels lui même ne pourrait renoncer; car il n'en est qu'usufruitier dans la génération actuelle, et il doit les transmettre intacts à celles qui suivront.

"C'est donc en cet état de cause que le corps de l'épiscopat français, chef naturel de l'ordre du clergé pour le rang, et dans son amour de la maison royale de Bourbon, croit de son devoir, dans les circonstances actuelles, de renouveler unanimement les protestations qu'il a déjà faites soit en 1789, lors de la réunion malheureuse et inconstitutionnelle des trois ordres, soit depuis, chaque fois que la chose lui a paru nécessaire contre tout acte, décision accession, ordonnance, décret, etc, etc, qui tendrait à changer en tout ou en partie les formes et le fond de l'ensemble de ce qui compose la monarchie française, et protester outre contre tout ce qui aurait fait ou accordé *de proprio motu* (de connaissement personnel), en contradiction avec la constitution légitime, véritable et existante avant l'usurpation consommée par la prétendue assemblée nationale au détriment de la nation qui n'avait pas délégué à ses mandataires de réunir ce qui touchait à son essence et à sa propre conservation.

"Cette protestation infirmerait de nullité toute transaction, tout accommodement qui serait fait avec la prétendue Convention nationale, ou avec les assemblées primaires, ou avec le corps d'administration de ce qu'on appelle aujourd'hui en France communes, districts et départemens. Le corps de l'épiscopat proteste en faveur du droit imprescriptible des villes, bourgs, bailliages, sénéchaussées, pays d'état et surtout des parlemens et états-généraux du royaume dont la présence, le concours et l'assentiment à qui changerait en tout ou en partie la constitution de l'état, ne peut être remplacés par aucun pouvoir, quelque auguste qu'il pût être.

"Le corps de l'épiscopat, en protestant ainsi, croit donner une preuve de son attachement inviolable, de sa fidélité sans bornes à la maison de Bourbon, aux autres ordres dont il ne veut ni ne peut se séparer, et à monsieur le regent de France, dont il attend la restauration de la monarchie dans toutes ses parties, et la conservation des droits, des privilèges et des formes sans lesquels il n'est rien de stable, et auxquels on ne porterait atteinte que pour perpétuer dans le royaume ou dévaler cette actuelle enfer le royaume ou devient l'enfer avec tout de gloire les enfans de Louis XIV, de Henri IV et de saint Louis."

COMMERCIAL.

REVUE DU MARCHE.

NOUVELLE-ORLEANS, 15 juillet 1835.

ACTIONS—Pas de vente aujourd'hui.
COTON—27 balles Alabama 18 1-2c
Une petite quantité en marché.

PRODUITS.

TABAC—@7 à 9—peu de vente.
RIZ—$4 par barrils—plusieurs ventes.
SUCRE—@7 3-4 le quintal—125 barrils vendus
de Prime 8
de blanc 41
de brun, 8 1-2
MELASSES—34 à 35c le gallon—sans activité
Superieure 38c.
CAFE—Havane de vente 14 50c.—sans activité.
Rio 13 1-2c. rare.
PORC—Mess $17 à 18—peu sur place.
Prime $14 50 à 15
JAMBONS—7 1-2 à 10 1-2c la livre.—sans activité.
Morceaux de choix 8 à 9c,
Epaules 6 1-2 à 7c.
LARD—8 50 à 9c—en demande.
Prime 9 1-2 à 10c.
SAIN-DOUX—8 1-2 à 9c la livre.
BOEUF—Mess $13
Prime $12
BEURRE—De l'Ouest 23c—en demande.
Goshen 28c.
FARINE—5 1 2 à 5 3-4—le barril.—en demande.
MAIS—60 à 70c le boisseau.—selon la qualité.
FARINE DE MAIS—$2 1-2c le barril.—sans activité.
TOILES D'EMBALLAGE—40c la yard
CORDES De.—16c la livre.
WISKEY—Rectifié 48 à 45c le gallon.
De vieux, Monongahela 75c
CUIRS—Sans variation.
Maranic 27 à 30c.
Salles 33 à 4 1-4 le chir.
Brides $3 50 à 4 50c.
PEAUX DE VEAUX &c.—De
PLOMB—En barre et laminé stationnaire.
PELLETERIES—10 à 16—au rabat.
HUILE DE TANNEURS—18 par barril.
CIRE—20 à 22c par barril—sans activité.
BRAI—Pas de changement dans les prix.
GOUDRON—De
RESINES—do

LISTE MARITIME.

PORT DE LA NOUVELLE-ORLEANS.

EXPEDIES.

Brick Kenhawa, Durkee, Sisal, J W Zacharie & co
Brick Patriot, Johnson, Baltimore, capitaine.
Brick Damon, Barney, New York, L H Gale.
Goel Watchman, Murry, Rio Grand, capitaine.
Goel Manilla, Belany, Vera Cruz, capitaine

ARRIVES.

Bateau à vap. Lady Franklin, Smith, Cincinnati.
Trois chalands, de Cincinnati, chargemens assortis.

Mariés hier à 10 heures du matin à l'église cathédrale par le révérend Mr Maenhaut, Mr John Miller à Mlle. Margaret Touhig, tous deux de la Balize.

Mariés à la chapelle des Ursulines par l'abbé Manhaut, M. Cyrus Lagnoit à Madame Jane Mitchell veuve de George Mitchell, tous deux de la Balize.

AVIS—Le soussigné se proposant de donner des leçons à la jeunesse de cette ville, dans toutes les branches de l'instruction, offre ses services aux personnes qui voudront bien l'honorer de leur confiance. S'adresser par lettre ou autrement au bureau de l'Abeille. P BIRON.
16 juil—6,2ps

AU CLAIR.

UNE personne habituée au travail des études de notaire et possédant une belle écriture, offre ses services à un notaire public. Cette personne parle anglais et français et peut produire les meilleurs renseignemens. S'adresser à W par la poste. 16 juil—3

FARINE & WISKEY. 800 barrils de farine et débarquement d'un chaland; 300 do wiskey rectifié en débarquement du bateau à vapeur Lady Franklin, à vendre par ORAIN & MIGNON.
16 juil—3 no 7, Nouvelle Levée.

JAMBONS—60 boucauts de jambons de Cincinnati en bon ordre pour être embarqués, à vendre par ORAIN & MIGNON.
16 juil—3 no 7, Nouvelle Levée.

On a besoin de deux apprentis à l'Imprimerie de l'Abeille. 16 juil

POUR MADISONVILLE.

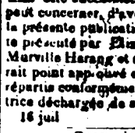
Le bateau à vapeur DELTA, capitaine Sheridan, partira régulièrement du bas Pontchartrain, tous les dimanches à 9 heures précises pour Madisonville et Mandeville, quittera ces deux endroits le Lundi à 4 heures du matin, passant à 5 heures et arrivera au bas Pontchartrain. Mardi le Delta partira du bas Pontchartrain à 6 heures du matin pour Mandeville et Madisonville, passant par Manchac, et vendredi à 9 heures du matin. Delta partira du bas Pontchartrain à 6 heures précises du soir pour Mandeville et Madisonville pour la Nlle Orléans pour être prêt à repartir le lendemain.

Le prix du passage pour chaque personne pour la durée de la saison, les autres pour $2, à l'exception des propriétaires de Mandeville qui ne paieront qu'un demi dollar.

Les personnes sont priées de se rendre par le char de 8 heures du matin, qui part aux heures fixées, l'on n'attendra personne.

16 juil—D

A LOUER OU LOUER.



Le bateau à vapeur SANTA ANNA, est prêt à prendre son chargement, pour quelques port du Mexique, bien connu, le général sera à bord. 16 juil

A LOUER OU LOUER.

Le bateau à vapeur DELTA, capitaine Sheridan, partira régulièrement du bas Pontchartrain, tous les dimanches à 9 heures précises pour Madisonville et Mandeville, quittera ces deux endroits le Lundi à 4 heures du matin, passant à 5 heures et arrivera au bas Pontchartrain. Mardi le Delta partira du bas Pontchartrain à 6 heures du matin pour Mandeville et Madisonville, passant par Manchac, et vendredi à 9 heures du matin. Delta partira du bas Pontchartrain à 6 heures précises du soir pour Mandeville et Madisonville pour la Nlle Orléans pour être prêt à repartir le lendemain.

Le prix du passage pour chaque personne pour la durée de la saison, les autres pour $2, à l'exception des propriétaires de Mandeville qui ne paieront qu'un demi dollar.

Les personnes sont priées de se rendre par le char de 8 heures du matin, qui part aux heures fixées, l'on n'attendra personne.

16 juil—D

MAIRIE DE LA NOUVELLE ORLEANS.

SAMEDI, 25 courant, à midi, il sera adjugé au rabais, l'entreprise des trottoirs à faire, 1o. dans la rue du Canal, depuis le bord jusqu'à celle de Lafayette; 2o. sur le côté nord du chemin public, dans la paroisse Lafayette, à partir de la propriété de la Levée jusqu'à la rue Pitot.

Les curb et gutter stones) devront être fournis par l'entrepreneur, les autres pierres, ainsi que les nombreuses pour les transports, seront fournis par la corporation de la ville.

Chaque (curb stone) devra avoir 16 pouces de large, 4 pouces d'épaisseur, et pas moins de 4 pieds de long; et chaque (gutter stone) 12 pouces de large, 6 pouces d'épaisseur, et pas moins de 3 1-2 pieds de long, le tout coupés et taillés avec soin, afin que, posés, leurs joints et paremens paissent être de telle ligne parfaitement droite, et que, aboutés, ils se touchent le plus exactement possible et présentent un ensemble solide et régulier.

Les instructions nécessaires concernant la confection de ces trottoirs sont déposées au bureau du maire, où elles seront communiquées aux personnes qui voudraient les connaître.

15 juil (Signé) D PRIEUR, maire.

Compagnie du Chemin à Coulisses et de la Banque d'Athafalaya.

Avis pour ouvrir les livres de souscription.

CINQ mille actions du fonds capital de la société compagnie n'étant pas souscrites, quand les livres pour cette objet, étaient fermés auparavant, avis est par le présent donné que les livres seront de nouveau ouverts à Opélousas, Alexandrie, Chenevville, Pointe Coupée, Nouvelle Orléans et à St. Francisville, Lundi le 3me d'Août prochain, sous la surveillance des commissaires de chaque endroit respectivement, et qu'ils seront ouverts toujours (Dimanche excepté) de 10 heures du matin jusqu'à 2 heures de l'après midi, jusqu'à ce que les cinq mille actions soient prises.

Les commissaires à Opélousas, Alexandria, Chenevville, Nouvelle Orléans et à Pointe Coupée, voudront bien faire attention à cet avis et de se régler conformément.

B MARSHALL,
J TURNER,
W R FALCONER,
16 juil commissaires à St Francisville.

Succession de Jean Murville Harang, décédé.

AVIS est par le présent donné aux créanciers de la susdite succession et à toutes autres personnes que cela peut concerner, d'avoir à déduire sous dix jours, à dater de la présente publication, les raisons pour lesquelles le compte présenté par Elizabeth Anais Tricou, veuve de Jean Marville Harang et administratrice de sa succession, ne serait point approuvé et homologué, les fonds entre ses mains répartis conformément au dit compte, et ladite administratrice déchargée de ses fonctions et de toute responsabilité.
16 juil P DUCROS, juge.

Succession de John Dame, décédé.

PAROISSE DE JEFFERSON—Avis est par le présent donné aux créanciers de la susdite succession et à toutes autres personnes que cela peut concerner, d'avoir à déduire sous dix jours à dater de la présente publication, les raisons pour lesquelles le compte présenté par J H Sturges, curateur de la dite succession et le tableau de distribution qu'il contient ne serait point approuvés et homologués, les fonds entre ses mains répartis conformément au dit compte et le dit curateur déchargé de ses fonctions et de toute responsabilité.
16 juil F DUCROS, juge.

Dans l'affaire de Dorse & co. contre leurs créanciers.

COUR DE PAROISSE—Par ordre des syndics en conformité d'un ordre de vente lancé par l'honorable cour de paroisse, pour la ville et paroisse d'Orléans, il sera vendu lundi prochain 27 du courant, à 5 heures de midi, le fonds de café "Le Louisiana" situé au coin de la Levée, entre les rues Bienville et Dauphine, consistant en divers articles de commodités, meubles, étagères, vins, tableaux, tables, lampes, liqueurs, etc. Conditions, comptant. 16j FRED. BUISSON, shérif.

AVIS.

LE soussigné partant pour le Nord vers la fin de ce mois, prévient les personnes qui lui doivent et surtout celles dont les comptes courent depuis plus de 6 mois, de vouloir bien régler de suite pour éviter des frais, et il prie les personnes qui ont des réclamations à faire de se présenter dans le courant de ce mois.
13 juil LOUIS MIR.

CORDE & TOILE D'EMBALLAGE.

840 Pièces de toile d'emballage; 500 rouleaux de corde d'emballage reçus par un navire récent, et qui seront vendus en gros ou par petites lots et à des termes les plus raisonnables par
ANDREWS & FRERES.
16 juil no 19, rue du Chartres.

COLS—Une caisse contenant des cols de toile pour homme, et de bombazette de qualité supérieure, à vendre par WHITE & Co.
16 juil no 20, rue de la Douane.

FARINE—360 barrils de farine surfine et à l'usage des familles nouvellement arrivés et à vendre par WHITE & Co.
16 juil no 20, rue de la Douane.

Bureau de la Compagnie d'Assurances de l'Ouest contre les risques du feu et de la Navigation.
Nouvelle Orléans 13 juillet 1835.

LES directeurs ont ce jour déclaré un dividende de 10 pour cent sur le fonds capital de la compagnie provenant des bénéfices des 6 derniers mois, payable aux actionnaires ou à leurs ayans cause, à partir du 20 de ce mois. Les livres de transfert seront fermés jusqu'à ce jour.
L MATTHEWS, président.
15 juillet—8,3ps.

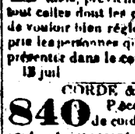
Bureau de la Compagnie d'Assurances de l'Ouest contre les risques du feu et de la Navigation.
Nouvelle Orléans, 14 juillet 1835.

CONFORMEMENT aux dispositions de la charte une réunion générale des actionnaires de cette compagnie aura lieu à ce bureau Mercredi prochain 22 du courant, à midi. Par ordre de la direction.
L MATTHEWS, président.
15 juillet—4,6ps

Succession de veuve Jeans Martin Barbot décédée épouse Denis.

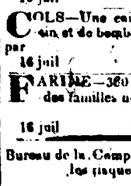
LES personnes qui peuvent avoir des réclamations contre la dite succession, sont invitées à les présenter au soussigné tuteur et exécuteur testamentaire de la dite succession. Ceux qui doivent par compte ou autrement voudront bien se présenter et régler avec.
J MICHINARD,
15 juil tuteur et exécuteur.

$5 DE RECOMPENSE.



Parti marron de chez le soussigné le nègre nommé ELIE, âgé d'environ 17 ans, taille de 4 pieds 6 à 8 pouces, sans barbe, ayant des pieds très gros et marchant en dedans, ayant une petite cicatrice sur le nez, belles dents, menton très allongé. Il a été vu dans le faubourg Matigny, et dans la rue du Canal. Le public est prévenu de ne pas lui donner asyle sous peine d'être poursuivi suivant la rigueur des lois.
ZENON BAGNERIS.
15 juil—4 rue Elmire, faubourg Montreuil.

$40 DE RECOMPENSE.



Parti marronne de chez le soussigné Vendredi matin, 10 du courant, l'esclave MARIE, griffe de bonne mine, âgée d'environ 23 ans, ne parlant que l'anglais, paraissant timide, et ayant le verbe très bas. On ne se rappelle aucune marque distinctive. On payera la récompense susdite à la personne qui jugera la dite esclave à la geole, ou qui la ramènera au soussigné, rue du Camp, no 39.
W H RONDEAU.

N B—Les capitaines et autres sont prévenus de ne pas recevoir la dite esclave sous peine d'être poursuivis suivant la rigueur des lois.
16 juil—4

MARCHANDISES SECHES.

BOMBASETTE noire extra superfine; courte pointes de Marseilles superbes et d'un genre nouveau; velours noirs de coton; gants de tricot; écossoises de toutes bleues et rouges; toiles d'Irlande en pièces et demi pièces, en débarquement du navire Saratoga, et à vendre par
ANDREWS & FRERES.
14 juil no 19, rue de Chartres.

A LOUER jusqu'au 1er. novembre prochain, le magasin, no. 61, rue du Camp. S'adresser à WILLIAM G MEWES & Co.
13 juil no. 47, rue du Camp.

35000 Briques à feu de Pensacola de la première qualité à vendre par
W E & R MURPHY.
14 juil no 138, rue du Bassin.

CHANGE sur Londres à vendre par
HARRISON, BROW